



« Espaces politiques »

Appel à communications

Informations générales

Les 9, 10 et 11 décembre 2026, le RT9 de l'Association française de sociologie organisera à St-Étienne et Vaulx-en-Velin sa 6^{ème} biennale de sociologie de l'urbain et des territoires, qui fait suite aux cinq premières éditions organisées à Lille en décembre 2014, à Toulouse en septembre 2016, à Marseille en octobre 2018, à Tours en décembre 2022 et à Mulhouse en octobre 2024.

Ces journées d'étude ont vocation à rassembler l'ensemble des sociologues et des chercheur·euses en sciences sociales (politistes, anthropologues, économistes, géographes, historiens, démographes...) travaillant sur les questions urbaines et territoriales. Cette manifestation se veut un moment privilégié d'échange et d'analyse autour d'une grande thématique de recherche.

Cette année, la Biennale se tiendra à St-Étienne, à l'Université Jean-Monnet, et à Vaulx-en-Velin, à l'ENTPE. La première journée, le 9 décembre, sera consacrée à l'atelier doctoral du RT9. Rendez-vous annuel depuis une dizaine d'années, cet atelier autogéré est organisé par un comité *ad hoc* de doctorant·es du RT9, avec l'appui d'un comité scientifique d'enseignant·es chercheur·euses pour évaluer et sélectionner les propositions de communication. Un appel à communication spécifique sera diffusé prochainement.

La deuxième et la troisième journée comporteront des séances plénières, une projection-débat et des sessions consacrées aux différents aspects du thème de la biennale et présentées dans l'appel à communications ci-après.

Concernant les modalités de déroulement de la biennale entre les deux sites, les deux premières journées (9 et 10 décembre) se tiendront à St-Étienne. Les éventuelles nuits d'hébergement du 9 et 10 décembre soir sont donc à prévoir à St-Étienne. La troisième journée (11 décembre) est prévue à Vaulx-en-Velin. Un départ en groupe par bus sera prévu depuis Saint-Étienne le 11 décembre matin ; le trajet proposera une halte autour des enjeux de la vallée de la chimie, entre St-Étienne et Vaulx-en-Velin.

Frais d'inscription

Étudiant·es en master, doctorant·es et chercheur·euses sans financement : gratuit

Doctorant·es allocataires, post-doctorant·es, contractuel·les, ingénieur·es d'étude et de recherche : 30 €

Enseignant·es chercheur·euses et chercheur·euses titulaires (MCF, PU, CR, DR, etc.) : 95 €

Inscription sur le site sciencesconf de la Biennale : <https://biennale-rt9-26.sciencesconf.org>.

« Espaces politiques »

La 6^{ème} biennale de sociologie de l'urbain et des territoires propose d'interroger les relations entre espaces et politique en invitant à envisager ce terme dans toute l'étendue de ses significations : institutions et pratiques de gouvernement, dispositifs d'action publique, compétition électorale, mais aussi formes ordinaires et diffuses de pouvoir et de conflictualité. La biennale entend explorer les manières dont les espaces participent à produire et à transformer les pratiques, les représentations et les rapports politiques, tout en analysant comment les rapports de pouvoir, les politiques publiques, les choix d'aménagement et les mobilisations collectives façonnent les territoires, leurs frontières et leurs significations. Il s'agit ainsi de dépasser les conceptions strictement institutionnelles du politique pour en comprendre les ancrages territoriaux, les inscriptions matérielles et les expériences vécues.

Le choix de cette thématique s'inscrit dans le contexte particulier de l'année 2026 marquée par la tenue des élections municipales au printemps. Elle tient aussi aux lieux d'accueil des journées — Saint-Étienne et Vaulx-en-Velin — deux villes dont les trajectoires industrielles, sociales et urbaines ont contribué à façonner des histoires politiques particulières. Ces territoires donnent à voir de manière saillante les effets des inégalités sociales, de la recomposition des gouvernements urbains, des transformations du tissu productif local ou encore des expériences de relégation et de stigmatisation territoriale, sur la construction de rapports situés au politique et à la politisation.

Les propositions de communication pourront s'inscrire dans un ou plusieurs des quatre axes suivants.

Axe 1. Métropolisation, dé-métropolisation, inégalités territoriales et (dé)politisations

En écho à la situation spécifique de Saint-Étienne et Vaulx-en-Velin — deux communes qui occupent une position dominée au sein de l'espace métropolitain lyonnais et apparaissent à l'écart des dynamiques de croissance qui le caractérisent — le premier axe sera consacré à l'analyse des processus de métropolisation, notamment du point de vue de leurs effets politiques. Il s'agit de comprendre comment ces dynamiques transforment les politiques urbaines, reconfigurent les rapports de pouvoir et redéfinissent les clivages (pour ou contre la métropole), aussi bien dans les espaces centraux que dans ceux qui sont plus périphériques.

Les communications pourront interroger les politiques métropolitaines et leurs effets sectoriels (logement, transport, culture, écologie, développement économique), ainsi que les configurations d'acteur·rices qui font et défont la métropolisation, tant par le haut (coalitions de croissance, partenariats public-privé, etc.) que par le bas (mouvements sociaux, collectifs d'habitant.es, etc.). La métropolisation pourra également être interrogée au prisme de ses effets sur les formes de politisation et de dépolitisation : recomposition des clivages, montée de l'abstention, progression de l'extrême droite, expériences de néo-municipalisme, redéfinition des répertoires d'action collective...

Plutôt qu'un processus homogène, la métropolisation sera envisagée comme une réalité fragmentée, traversée par des rythmes, des coalitions et des modalités de mise en œuvre différenciées selon les contextes locaux. Les communications pourront ainsi documenter la

production d'inégalités socio-spatiales qui en découle. Ces inégalités pourront être interrogées à différentes échelles : entre les villes, les métropoles et les territoires hors métropole ; mais aussi au sein de celles-ci, entre quartiers centraux et périphériques, quartiers populaires et bourgeois, espaces en cours de valorisation ou de relégation. Les communications pourront également questionner les évolutions sociales et politiques loin des métropoles (villes moyennes et petites en déclin, espaces ruraux et montagnards enclavés). On pourra par exemple s'intéresser à la manière dont l'appréhension spatialisée de la compétition socio-économique véhiculée par le référentiel de métropolisation contribue à des formes de cadrage du débat public, y compris hors des espaces métropolitains (« France périphérique », mouvements sociaux de contestation de la métropolisation).

On tâchera enfin de s'interroger sur la mise en œuvre de dynamiques alternatives à ces processus : existe-t-il des politiques et des pratiques qui s'opposent au paradigme dominant de l'attractivité porté par les logiques de métropolisation ? Sous quelles conditions sociales et politiques émergent-elles, et avec quelles ressources parviennent-elles à s'imposer ? Les communicant·es sont ainsi invité·es à analyser comment, sous la contrainte plus ou moins forte de dynamiques globales (changement climatique, austérité), peuvent émerger des formes de renoncement (à des infrastructures, voire au dogme de la croissance et, des recherches d'alternatives ou de bifurcations (politiques sociales et environnementales, dispositifs de démocratie directe, etc.) vis-à-vis de ces logiques de métropolisation.

Axe 2. Politiques et gouvernements locaux

Le deuxième axe portera plus classiquement sur l'interaction entre échelles locales et (in)action publique, en envisageant les politiques publiques comme des constructions sociales situées. Il s'agit d'en analyser les conditions sociales de production à différentes échelles, les configurations d'acteur·rices qui les portent, les modalités concrètes de leur mise en œuvre, mais aussi leur réception et leurs effets dans différents contextes territoriaux.

Une première entrée consistera à interroger les reconfigurations de l'intervention territoriale des États. Les deux dernières décennies ont été marquées par un mouvement contradictoire mêlant, d'un côté, un retrait de l'État — de sa présence territoriale et de son offre de services publics — et, de l'autre, une redéfinition sélective de l'intervention territoriale, notamment à travers les politiques dites de « cohésion des territoires », qui a été mise en œuvre suite aux débats sur la « France périphérique ». L'enjeu ici est d'examiner les cadrages institutionnels des « problèmes territoriaux », les catégories d'action publique mobilisées et les représentations de la spatialisation des inégalités sociales sur lesquelles elles s'appuient.

Les politiques publiques sont également produites à l'échelle locale par des acteur·rices et des institutions politiques. Les communications pourront ainsi s'intéresser aux gouvernements locaux (municipaux et intercommunaux) ainsi qu'aux acteur·rices et agences qui gravitent autour. Qui gouverne les territoires ? Au nom de quels intérêts ? À quelles échelles ? Avec quels acteurs publics ou privés ? De quelles façons les spécificités socio-spatiales des territoires d'inscription — structures de peuplement, configurations socio-économiques, héritages institutionnels, alliances socioprofessionnelles — pèsent-elle sur la traduction locale des normes nationales ? Comment les transformations sociales des espaces (gentrification, déclin de certaines villes-centres, mais

également desserrement urbain et périurbanisation) redéfinissent-elles les bases sociales du pouvoir municipal et les priorités de l'action publique ?

Les propositions pourront aussi analyser les recompositions récentes des agendas politiques locaux, dans des contextes marqués par l'austérité budgétaire, la montée des enjeux écologiques et l'affirmation d'offres municipalistes et/ou communalistes. Il s'agira de saisir comment les enjeux qui structurent ces agendas sont hiérarchisés, politisés ou au contraire neutralisés, notamment au travers de leur technicisation. Il conviendra par ailleurs de documenter les effets de ces politiques publiques sur la résorption ou, au contraire, l'amplification des inégalités sociales, raciales et spatiales, ainsi que sur la production et la recomposition de frontières entre — ou au sein — de groupes sociaux. Une attention pourra notamment être portée aux incidences de l'action publique sur les dynamiques de peuplement, de ségrégation ou de différenciation territoriale. Plus largement, il s'agira d'analyser la manière dont les politiques publiques façonnent les pratiques spatiales, les modes d'appropriation de l'espace et les rapports ordinaires aux territoires.

Enfin, cet axe pourra accueillir des communications s'appuyant sur des analyses des élections municipales de 2026. L'objectif sera d'alimenter une sociologie électorale attentive aux ancrages territoriaux, aux recompositions des clientèles politiques et aux transformations des ressorts sociaux (notamment les effets des contextes résidentiels et de leurs représentations) du vote.

Axe 3. Expériences spatiales et politisations

Le troisième axe vise à interroger la manière dont les expériences spatiales (en particulier dans l'espace résidentiel, mais sans s'y limiter), associées à des positions et trajectoires sociales différenciées, participent à la formation de prises de position et de rapports politiques au monde social. Ces derniers peuvent se traduire (ou pas) par diverses attitudes politiques : engagements associatifs, comportements électoraux, rapports ordinaires au politique, perception des politiques publiques et de l'État, etc. Ces expériences spatiales conduisent aussi à des expériences localisées des institutions et participent également à la construction de rapports pratiques et symboliques à l'État et aux institutions, qui invitent à interroger les notions de citoyenneté, d'appartenance et d'inscription territoriales.

On pourra ici appréhender différentes manières d'articuler et d'analyser les expériences spatiales qui engagent des logiques de politisation. D'une part, les pratiques et l'investissement de certains espaces (commune, quartier, espace public ou logement) peuvent favoriser des processus de politisation, voire susciter des formes d'engagement et de mobilisation. D'autre part, certaines expériences, appartenances et actions politiques s'accompagnent et engagent des rapports singuliers à l'espace, des discours et des prises de positions sur et dans l'espace.

Les communications pourront ainsi interroger la dimension spatiale de la socialisation politique et interroger différents types d'attitudes politiques : l'action collective, le vote, les engagements associatifs, etc. Dans quelle mesure les configurations sociales et politiques locales influencent-elle les comportements électoraux (offre politique locale, intermédiaires, relations notamment de voisinage, etc.) ? Comment les pratiques de l'espace contribuent à fournir des motifs d'engagement et à conditionner l'émergence des mobilisations ? Comment les politiques publiques qui contribuent à façonner ces espaces (infrastructures, peuplement, activités, réglementations, etc.) affectent-elles les groupes sociaux, les modes de vie, les manières d'habiter, et *in fine* peuvent

produire (ou non) des réceptions conflictuelles ? Dans quelle mesure l'expérience résidentielle façonne-t-elle des rapports à l'État ? Les expériences localisées des institutions publiques (école, hôpital, institutions sociales, etc.), différenciées en fonction de la position sociale, des séquences ou bifurcations biographiques (parentalité, mobilités résidentielles, etc.) contribuent-elles à recomposer les rapports au politique ? L'enjeu de cette biennale pourra ainsi être de revenir autant sur les formes de « politisation du proche » que sur les rapports au politique construits dans le cadre des migrations, de circulations ou de multi-positionnement géographique. Il s'agirait également de réhabiliter l'échelle de l'espace domestique dans la construction des rapports au politique, que ces derniers soient conscientisés ou non. Des communications pourront interroger à titre d'exemple différentes formes d'engagement, de mobilisations ou de rapports ordinaires à l'État et au politique à partir des conditions de logement et des modalités d'appropriation de l'espace domestique : des grèves de loyers au contournement des réglementations autour du logement en passant par les luttes pour la sécurisation de résidences, etc. On pourra interroger l'ensemble des interactions qui peuvent se nouer à l'échelle de l'espace domestique et de ses lisières, qui peuvent engager des formes de politisation diverses, que ce soit sous la forme d'attitudes ou de comportements politiques. On pourra en particulier interroger les manières dont le genre, articulé à d'autres rapports sociaux, façonne ce registre de politisation.

Cet axe pourra enfin interroger les inégalités entre groupes sociaux dans leur capacité à contester, négocier voire infléchir l'action publique sur des motifs relatifs à leur espace de vie - que ce soit par leur investissement associatif, militant, dans la compétition politique par exemple, sur la base de négociations individuelles ou collectives auprès des institutions publiques.

Axe 4. Varia

Le dernier axe accueillera enfin des propositions qui n'abordent pas nécessairement le politique comme objet central explicite, mais qui portent sur les objets canoniques de la sociologie urbaine et de l'espace.

L'appel invite toutefois les communicant·es à interroger leurs terrains à l'aune de ces questionnements politiques, quand bien même ils ne constitueraient pas le cœur de leurs travaux. Ainsi, les enquêtes portant sur des terrains classiques de la sociologie spatiale sont bienvenues, notamment lorsqu'elles abordent la dimension politique, même périphérique, des phénomènes explorés.

Les communications pourront ainsi partir des pratiques ordinaires de l'espace — appropriation, mobilités, trajectoires résidentielles — pour analyser leurs rapports, explicites ou implicites, au politique. Par exemple : comment certaines pratiques spatiales ordinaires peuvent révéler des modes de production ou de régulation de l'espace au fondement politique ? Comment les conflits d'usage de l'espace public, les pratiques de contournement des normes urbaines ou encore les ajustements ordinaires face aux dispositifs d'aménagement peuvent-ils être conçus comme des formes de négociation et de contestation des rapports de pouvoir ? Ou encore, comment l'attention aux configurations spatiales rend-elle visible certaines modalités d'organisation hiérarchisées du monde social ?

Les propositions pourront à l'inverse porter sur les formes d'absence, de mise à distance ou de neutralisation du politique. À titre d'exemple, les travaux s'intéressant aux situations où les acteur·rices ne nomment pas, ne revendiquent pas ou refusent explicitement toute lecture politique de leurs pratiques sont les bienvenus. L'appel invite alors à réfléchir à ce que ces diverses formes d'évitement du politique disent de la spatialisation des rapports sociaux et à la manière dont le référentiel spatial peut contribuer à produire, soutenir ou légitimer des dynamiques de dépolitisation.

Cet axe entend ainsi accueillir une grande diversité de contributions tout en restant attentif aux manières — parfois discrètes — dont le politique se loge dans les espaces, les territoires et les rapports sociaux qui s'y déploient.

Pour proposer une communication

Les propositions de communication (4 000 signes espace compris maximum, hors bibliographie) devront indiquer clairement l'objet de la présentation et la manière dont celle-ci s'inscrit dans les axes thématiques proposés dans l'appel. Nous insistons sur la nécessité d'exposer clairement la problématique de recherche, ainsi que les méthodes et le type de matériaux mobilisés.

Les propositions doivent être déposées sur la plateforme sciencesconf.org au plus tard le **13 mai 2026**.

La réponse aux propositions sera communiquée aux auteurs·trices en juin 2026.

Pour toute question, vous pouvez nous écrire à cette adresse : rt9afs@gmail.com.

Le Bureau du RT9

Audrey Cherubin (Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle/CREDA)

Alice Daquin (Université d'Amsterdam)

Camille Gardesse (EUP/Lab'Urba)

Mickaël Chelal (Université du Havre/IDHES)

Audrey Chamboredon (Sciences-Po Paris et Sciences Po Lille/CRIS)

Anaïs Collet (Université de Strasbourg/SAGE)

Colin Giraud (Université Paris-Nanterre/CRESPPA-CSU) – coresponsable du RT9

Laura Guérin (Université Paris-Nanterre/LAVUE) – coresponsable du RT9

Camille Herlin-Giret (CNRS/SAGE)

Hélène Jeanmougin (Université Aix-Marseille/Mesopolhis)

Romane Joly (Université de Strasbourg/SAGE)

Apolline Meyer (Université Paris-8/CRESPPA-CSU)

Élise Palomares (Université de Rouen/Dysolab)

Marie Quarrey (Université de Strasbourg - SAGE)

Maïwenn Raoul (Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle/CREDA)

Hélène Steinmetz (Université du Havre/IDEES)

Alice Vernay Eterno (EHESS/IRIS)

Cécile Vignal (Université de Lille/Clersé)

Les coordinateur·trices de la biennale 2026

Vincent Béal (Université Jean-Monnet St-Étienne/Triangle)

Anton Olive-Alvarez (ENS de Paris/Mesopolhis)

Max Rousseau (ENTPE/EVS)

Félicie Roux (INU Champollion (Albi)/LISST-Cers) – coresponsable du RT9